

Modèle économique

Le Maroc se cherche un nouveau «logiciel»

• **Education et productivité, double clé de toute politique de développement**

• **80% du budget de l'Education absorbés par les salaires**

LE capital humain est au cœur de tout modèle économique. Chercheurs, experts marocains et étrangers et responsables politiques planchent pendant trois jours sur un nouveau logiciel du modèle de développement.

Le symposium international, organisé par la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales Aïn Chock de Casablanca, s'achèvera ce vendredi 23 mars.

Une rencontre scientifique, la première de cette envergure, intervient à

quelques semaines après le diagnostic du Souverain sur les limites du modèle

réduction des délais d'élaboration des lois, l'amélioration de l'investissement,

L'industrie, un choix salvateur

LE Maroc doit concevoir un nouveau modèle, capable de générer plus d'emplois, de réduire les disparités sociales et régionales. Un défi loin d'être à portée de main puisque, au plus fort des niveaux de croissance, le Maroc n'a jamais pu créer plus de 200.000 emplois par an. Au cours de ces dernières années, il en crée en moyenne 35.000 à 40.000. Largement insuffisant pour satisfaire les centaines de milliers de demandeurs d'emploi qui arrivent chaque année sur le marché. «Nous avons besoin de créer 140.000 nouveaux emplois par an pour maintenir le taux de chômage actuel, au même niveau (10,2%). De par le monde, c'est l'industrie qui permet de créer le plus d'emplois et de tirer les autres secteurs, rappelle le Pr Mohamed Berrada, ancien ministre des Finances. □

économique marocain. «La réflexion sur un nouveau modèle s'articule autour des mesures à court terme censées combler les marges d'amélioration pour accélérer la croissance. Ce qui passe par la

la lutte contre la corruption... », relève Zouhair Chorfi, secrétaire général du ministère des Finances. Il insiste aussi sur la convergence des politiques publiques et la prise en charge des PME. Ces vrais fantassins de la création de richesses.

Pas de prêt-à-porter

Les intervenants conviennent qu'il n'existe pas de modèle économique «prêt à porter» et que l'élément humain constitue une condition incontournable dans toute politique de développement. «Il est communément admis que le capital humain représente les deux tiers du capital total. Une étude réalisée en 2013, sur un échantillon de 13 pays, estime que la valeur moyenne du capital humain représente 62% de la richesse d'un pays, quatre fois la valeur du capital produit et 15 fois les richesses naturelles», déclare Saïd Amzazi, ministre de l'Enseignement supérieur et de l'Education, pour sa première sortie. Dans son rapport sur le capital immatériel, le CESE affirme que si un pays comparable au Maroc améliore de deux années le nombre moyen d'années d'études par adulte, il pourrait doubler sa richesse globale. Or, au Maroc, bien que le nombre d'années d'études soit passé de 3,8 années en 1999 à 5,1 en 2013, il reste encore faible comparé avec celui de la moyenne des pays arabes qui est de 6,3 années et de 6,7 années en Turquie. Le gap par rapport aux économies comparables est encore trop profond et renseigne sur l'effort d'investissement qui attend le Maroc en matière d'éducation et de formation. L'OCDE, la Banque mondiale, la BAD, Bank Al-Maghrib et le HCP sont unanimes à affirmer que, malgré un niveau d'investissement parmi les plus élevés au monde (30% du PIB), les taux de croissance enregistrés sont trop faibles

et surtout instables. La faiblesse de la croissance s'explique par une productivité du travail qui progresse trop lentement. Un facteur directement affecté par le niveau d'éducation et de formation des ressources humaines. Résultat: les niveaux de croissance régulièrement enregistrés par le Maroc sont insuffisants pour répondre aux besoins pressants des populations et réduire les disparités régionales. Le constat est que le Maroc compte 1,2 million de chômeurs, 1 million de personnes sous-employées et 1,8 million de travailleurs non rémunérés. En cause, la qualité du système éducatif.

Le dernier rapport de la Banque mondiale sur le Maroc recommande d'investir dans le relèvement du niveau d'éducation et de formation du capital humain. La Banque parle de la nécessité d'un «miracle éducatif» pour constituer un stock de compétences capables de

Les chiffres du chômage

- 1,2 million de chômeurs
- 800.000 sont diplômés de l'enseignement supérieur (25%)
- 250.000 sont sans diplôme
- 1 million de personnes sous-employées
- 1,8 million de travailleurs non rémunérés

répondre aux défis de demain. A défaut, toutes les réformes seront inefficaces. Pourtant, l'éducation absorbe chaque année près de 26% du budget de l'Etat pour des résultats «catastrophiques». Chaque année 269.000 élèves (tous niveaux confondus) quittent les bancs de l'école sans jamais pouvoir être récupérés au niveau de la formation professionnelle. Le niveau de redoublement est deux fois supérieur à la moyenne mondiale. A peine 65 élèves sur 100 achèvent leur cycle collégial. Sur 100 élèves du primaire, seuls 2 sortent de l'enseignement supérieur. En fait, le budget alloué à l'éducation est mal réparti puisque 80% sont absorbés par la masse salariale de plus de 300.000 fonctionnaires. L'Education nationale est de loin le premier employeur du pays. A peine 10% du budget servent à financer l'effort d'investissement, de fonctionnement et de réformes pédagogiques. □

Hassan EL ARIF